

Retour sur la Table-ronde « Brésil : Education & Citoyenneté »

Salle des thèses de l'Université de Rennes2 le 10 novembre 2014

avec l'AR2, l'UAIR, Le Collectif Brésil, ASIHVIF-REHVIE (Recherche sur les Histoires de Vie) et le Réseau RECit des Ecoles de Citoyens.

Un thème : « éducation et citoyenneté », trois chercheurs : Christian, Leila et Jean-Marc, des livres et des recherches en cours

D'abord 1985, une démarche d'éducation populaire associée aux démarches pédagogiques de Paulo Freire et Célestin Freinet présentée par Christian Leray. C'est dans cette favela transformée en « communauté de base citoyenne » à FLORIANOPOLIS (capitale de l'état de Santa Catarina). que s'est déroulée en juillet-août 1981 la première Recherche-Action de Christian après une Rencontre internationale animée par le Mouvement Freinet, à l'université de Blumenau, début juillet 1981 et dont parle son livre *Brésil, Le défi des communautés* paru aux Editions L'Harmattan en 1985. Le travail de réflexion pédagogique, notamment sur l'apprentissage de la citoyenneté, réalisé entre deux éducateurs d'Alfa Gente et les habitants de la favela, s'est concrétisé par la création d'un **Centre d'éducation et de santé**, avec notamment l'engagement bénévole de médecins et d'infirmières. Les habitants ne parlaient plus alors de favela mais de « comunidade » (communauté), mot-clef significatif de leur prise de conscience d'un changement de vie.

L'action des « communautés de base* » a contribué ainsi progressivement à développer une « conscientisation » citoyenne au travers de récits de savoir-faire et savoir-être, bref à partir de leurs « mots » tel que le recommandait le grand pédagogue brésilien Paulo Freire car « Tout commence, tout peut commencer lorsque ces femmes et ces hommes découvrent les mots de leur propre histoire et plus particulièrement que leur vie peut s'écrire, qu'il y a place pour elle dans l'histoire » (Harmattan, 1985). Christian a alors fait le lien avec le livre *L'Arbre à palabres & à récits* (Harmattan, 2014) qu'il a co-rédigé avec Fatimata et dans lequel ils évoquent cette continuité de **l'éducation populaire** en citant notamment un travail éducatif dans la périphérie de Salvador da Bahia, travail avec des pré-adolescents s'appuyant notamment sur la culture afro-brésilienne dont la Capoeira et la samba de roda. Ces écoles des communautés ont contribué à créer des « passerelles culturelles » et « éducatives » avec des écoles professionnelles et parfois même avec des universités, sans toutefois que ces jeunes réussissent à y accéder à cause du concours d'entrée appelé « vestibular » dont l'effet ségrégatif n'a pu commencer à être corrigé qu'avec la politique des « quotas » du gouvernement Lula.

Leila Xavier, chercheuse de l'Université fédérale rurale de l'état de Rio et militante syndicaliste, nous a parlé de sa récente recherche sociologique qui fait état du **devenir des enfants et des jeunes dans la plus grande favela de Rio, le Complexo Alemão**, en s'appuyant notamment sur des statistiques récentes. Le constat est amer : la mafia de la drogue reste l'employeur principal et les progrès de la « Bourse famille » (BOLSA FAMILIA accordée notamment en fonction du nombre d'enfants allant à l'école) et de l'éducation pour tous, tardent à marquer leurs effets. Les photos des grandes manifestations de juin 2014 qu'elle nous a montrées permettent de prendre conscience de l'ampleur de la demande réelle du peuple brésilien en faveur de l'éducation et de la santé. Pourtant, ainsi que le souligne le sociologue Jean-Marc Vanhoutte, en 30 ans, la société brésilienne a changé. Elle est sortie de la dictature au milieu des années 80 et a renoué avec la démocratie, sans certes avoir sorti de la misère la majeure partie de la population. Il a fallu l'arrivée de Lula et du Parti des Travailleurs, pour qu'une classe nouvelle et moyenne surgisse, accède à l'emploi et devienne

solvable au point de constituer un marché. Ce changement, visible dans le Brésil intérieur n'est pas encore visible à Rio, où les revenus de la drogue restent déterminants pour « l'émancipation » des jeunes. Les plus intelligents, les plus habiles sont repérés par les trafiquants et leur espérance de vie ne dépasse pas l'âge de la majorité. Dans ces quartiers, où la prison a « éduqué » les trafiquants par le contact avec les politiques formés dans la clandestinité lors de la dictature, une alliance et répartition des tâches s'est réalisée avec les Evangélistes, qui se sont chargés de la partie spirituelle de ces quartiers. Nous avons aussi rappelé l'importance du Plan du gouvernement « Minha Casa, Minha Vida – ma Maison, ma Vie » qui a permis à de nombreux Brésiliens de se loger de manière décente et ainsi de disposer de **meilleures conditions de vie à la maison pour étudier**. Grâce à la politique des quotas mise en place par les gouvernements Lula, on a permis à des jeunes « bloqués » par le concours (le vestibular favorisant surtout les enfants ayant bénéficié d'un enseignement privé souvent très onéreux) d'accéder à l'université d'état ou fédérale. Cette évolution aurait pu être bloquée par la non réélection de Dilma Rousseff. L'enjeu est pour demain, ainsi que le soulignent Leila, Jean-Marc et Christian afin notamment de voir comment le nouveau **Plan National d'Education** (PNE) annoncé à la fin des grandes manifestations de Juin 2014 sera aussi appliqué dans ces quartiers dans les années qui viennent pour que l'émancipation y prenne sa réelle place. Ce PNE annonce 20 mesures pour sortir l'école de la médiocrité avec notamment un effort pour renforcer l'éducation préscolaire, une école à plein temps (en ce moment les enfants travaillent soit le matin, soit l'après-midi ou le soir, ce qui était surtout pratique pour les enfants qui travaillaient durant la journée). En injectant plus d'argent pour augmenter le nombre de classes et d'enseignants, le gouvernement fédéral devrait pouvoir réussir ces objectifs. Certes, il faut compter avec les politiques des états (26 états au Brésil) que mettent en oeuvre chaque Secrétariat d'éducation. Mais, qu'en sera-t-il des connaissances acquises par les élèves qui sortiront de l'école obligatoire à 14 ans ? ou de l'école secondaire à 17 ans ?

Ainsi, de nombreuses questions venues de la salle et notamment celle d'une chercheuse de l'université de Rennes 2 demandant notamment à Leila de porter un regard plus distancié sur le tableau comparatif des statistiques de jeunes Brésiliens emprisonnés en prenant en compte le fait notamment que différents facteurs, dont le changement de majorité de 18 ans à 16 ans ou la dépénalisation éventuelle du cannabis pourraient relativiser la portée de sa comparaison statistique montrant un accroissement d'emprisonnement des jeunes Brésiliens. Ce qui nous a conduit à conclure sur une note plus optimiste pour ce grand pays plein de ressources et à revenir sur l'importance, en matière d'éducation, de donner la parole aux adultes comme aux enfants ainsi que l'avait amorcé le travail dans les « communautés de base* » (cf.Ch.Leray, *Brésil, le défi des communautés*, Harmattan, Logiques sociales, 1985). Puis, aujourd'hui paraît, dans la même collection L'Harmattan que *L'Arbre à palabres & à récits – De l'Afrique au Brésil en passant par la Bretagne* (Histoire de Vie & Formation) un livre de récits d'enfants d'écoles brésiliennes et européennes intitulé *Raconter l'école – A l'écoute des vécus scolaires en Europe et au Brésil* sous la direction des chercheuses Martine Lani-Bayle et Maria Passeggi. Ainsi, retrouvons-nous bien les idées de Freinet et Freire qui proposaient de prendre appui sur la **parole des apprenants** qui ne doivent jamais être considérés comme des « pages blanches à écrire », parole qui a d'autant plus d'importance qu'elle peut aider les gouvernants à prendre en compte non seulement les objectifs quantitatifs mais aussi qualitatifs de l'Education.

C/R de Christian Leray, sociolinguiste co-auteur avec Fatimata Warou du livre *L'Arbre à palabres & à récits*, de l'Afrique au Brésil en passant par la Bretagne - et **Jean-Marc Vanhoutte**, sociologue, préfacier du livre *L'Arbre à palabres & à récits*, L'Harmattan, collection Histoire de Vie & Formation, L'Harmattan, 2014.

* l'expression « communauté de base » était très employée au Brésil fin des années 70 et au cours des années 1980 pour désigner non seulement des « paroisses rurales » transformées en « communautés de base », mais aussi des « favelas » où s'était développé un apprentissage de la démocratie, inspiré par des membres de la « théologie de la libération » aidant notamment les personnes à créer des Centres d'Education et santé, des syndicats. Même après la fin de la dictature militaire en 1984, de nombreux leaders furent assassinés par des « tueurs à gages » payés notamment par des propriétaires de fazendas (grandes propriétés agricoles qui n'appréciaient pas la création de ces syndicats). Ce combat démocratique et social d'une partie de l'église catholique brésilienne n'a pas été soutenu par le Vatican, ce qui explique, en partie, pourquoi de nombreux Brésiliens catholiques défavorisés socialement ont rejoint des églises évangéliques.